International Journal of Progressive Sciences and Technologies (IJPSAT)
ISSN: 2509-0119.
© 2025 Scholar AI LLC.
https://ijpsat.org/
Vol. 52 No. 2 September 2025, pp. 479-485

Causes Des Conflits Armés Dans La Partie Est De La République Démocratique Du Congo « Analyse Et Perspective »

NGONZAMA EKOLOKOTO Theo Maurice, MVUMBI SIMBA Jolly, OKWANGO MINDOLO Junior

Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), Département des sciences politiques, administratives, relations internationales et bonne gouvernance, Kinshasa, République Démocratique du Congo.
B.P 3474 Kinshasa 1/ RD Congo
Université Pédagogique Nationale/B.P 8815 Kinshasa 1/ RD Congo
Auteur correspondant : MANDEFU MALEMBA Olivier

(cc) BY

Résumé : Les conflits en répétition dans la partie Est de la République démocratique du Congo sont dues aux causes internes et externes, qui conduisent le pays aux différentes crises qui l'ensanglantent, l'endeuillent depuis des décennies et minent la vie de sa population et son avenir. Cette situation d'insécurité l'étende déjà sur tout le territoire national en affectant le centre (avec le phénomène Kamwena Nsapu), ainsi que la partie Ouest du pays (avec l'avènement de Mobondo).

Pour y parvenir, le gouvernement congolais doit mener développer les mécanismes efficaces de défense (une armée forte et dissuasive, un service de renseignement interne et externe) capable d'étouffer ou d'anéantir d'une part, toutes formes des rebellions, et d'autre part, neutraliser toute agression.

Mots clés : Conflits, cause, querelles, analyse, génocide

Abstract: The recurring conflicts in the eastern part of the Democratic Republic of Congo are due to internal and external causes, leading the country to various crises that have bloodied and mourned it for decades, and undermined the lives of its population and its future. This situation of insecurity is already spreading throughout the national territory, affecting the center (with the Kamwena Nsapu phenomenon) as well as the western part of the country (with the advent of Mobondo).

To achieve this, the Congolese government must develop effective defense mechanisms (a strong and dissuasive army, an internal and external intelligence service) capable of stifling or destroying all forms of rebellion, on the one hand, and neutralizing all forms of aggression, on the other.

Keywords : Conflicts, causes, disputes, analysis, genocide

Introduction

Depuis plus d'une décennie, la République Démocratique du Congo est prise en proie aux conflits et crises qui l'ensanglantent, l'endeuillent et minent la vie de sa population et son avenir. Pas un seul jour ne passe en République démocratique du Congo, sans que l'on ne tue, viole, torture ou réprime par la force les paisibles citoyens dans la partie Est du pays. Ainsi, ravagé par des guerres civiles et les pillages de ses ressources naturelles, le pays est plongé dans une instabilité politique aux conséquences incalculables.

De ce fait, la situation sécuritaire et humanitaire devient de plus en plus préoccupante, inquiétante et précaire pour sa population [1].

Les causes de cette situation étant diverses et complexes, elles tirent ses origines d'une part, par l'apparition et la résurgence des groupes rebelles autochtones suite à des conflits ethniques à l'intérieur du pays, et d'autre part, par une agression externe des pays voisins qui cherchent à tout prix piller les ressources naturelles du Congo [2,3].

Malgré les efforts fournis par le gouvernement congolais via sa diplomatie, des plans militaires mis en place, des initiatives de la communauté internationale par le biais de la Monusco et autres communautés sous régionales, la situation sur terrain n'évolue pas [4,5].

Notre étude vise à comprendre les causes des conflits armés qui perdurent à l'Est de la RD Congo, il s'agit de s'attaquer aux problèmes fondamentaux qui sont à la base des conflits armés. Voici les interrogations qui peuvent nous aider à évaluer la portée des enjeux qui ont été au cœur de notre réflexion ;

- Quelles sont les origines profondes des conflits armés dans l'Est de la République démocratique du Congo ?
- Qui sont les intervenants des conflits incessants dans la région orientale ?
- Quels sont les dispositifs mis en place par le gouvernement congolais pour éradiquer les problèmes gangrènent partie Est de la république ?
- En considérant les questions posées en rapport avec notre réflexion, nous pensons que les causes qui engendrent les conflits armés dans l'Est de la RD Congo seraient : l'abondance de ressources naturelles, le dilemme de la nationalité des populations d'origine Rwandaise, l'intérêt étranger pour les atouts stratégiques, l'existence des groupes armés locaux et étrangers sur le terrain, les des opinions des leaders politiques.
- A cet effet, les intervenants majeurs à l'Est seraient d'un côté, les groupes armés autochtones, dont les MAI MAI, FDLR, le M23, l'ADF, le CNDP, AFC, et autres mouvements rebelles, ainsi que, les agresseurs en provenance des pays limitrophes notamment le Rwanda, l'Ouganda voire les puissances étrangères, de l'autre côté.
- Nous sommes d'avis que le gouvernement congolais mettrait en place des nouvelles stratégies, ainsi que des mécanismes efficaces, en vue de réduire voire éradiquer toutes les atrocités que subissent la population congolaise vivant dans cette partie du territoire nationale.

L'objectif assigné à cette étude est celui d'identifier les différentes causes de ces conflits en répétition et une analyse critique s'avère nécessaire pour cerner les origines profondes desdits conflits et leurs conséquences qui en découlent, afin de proposer quelques voies de sortie.

Méthodologie

Pour bien mener cette recherche et atteindre les objectifs à celle – ci, nous avons procéder à une étude documentaire telles que l'observation libre et l'entretien [6].

Résultats et discussion

Après analyse et interprétation des données recueillies tout au long de cette investigation, les résultats démontrent que les conflits à l'Est de la République démocratique du Congo ont deux causes à savoir : internes et externes.

Causes internes :

- Les conflits inter- ethniques

Les ressources naturelles sont à l'origine de la déstabilisation interne de la République Démocratique du Congo. Il y a une interconnexion et une disponibilité manifeste des ressources souterraines congolaises qui, malgré leur but apparent, sont à la source d'une incompréhension persistante du conflit perpétuel d'un autre côté. Cela inclut aussi la violence récurrente engendrée par un système politique trop inhumain ou par les acteurs qui ne sont pas en accord avec le gouvernement. Ils sont à l'origine d'un conflit civil, représentant une forme de définition conflictuelle de tension prédominante au sein de la communauté [7].

Au cours de leur visite, Russel Frein Gold, ancien diplomate aux Nations Unies, avait interrogé les autorités congolaises sur leur désir de négociation avec le M23, un groupe armé contesté par les Congolais. Ils avaient cité la souveraineté du Rwanda et de l'Ouganda ainsi que leur refus d'entrer en pourparlers avec les insurgés. Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a également formulé ce même discours lors de son récent déplacement au pays de Lumumba.

Il est évident que les ressources présentes dans cette région sont au cœur du conflit militaire [8].

- La revendication de la nationalité par les banyamulenge

L'interaction dialectique entre paix et nationalité en République Démocratique du Congo est renforcée par la problématique soulevée par ceux qui, en 1997, ont décidé de se faire appeler « banyamulenge ». Ce terme dérive en réalité du nom du village Fuluru où, en 1924, a été accueilli le premier groupe de migrants tutsi avant leur dispersion à travers les plateaux du Sud-Kivu. Ils ont été rejoints là-bas par des vagues successives de réfugiés tutsis fuyant les persécutions hutues de 1959 à 1962. En d'autres termes, contrairement à ce qu'on pourrait lire ou entendre ici et là, les banyamulenge ne sont pas une ethnie ou une tribu native du Congo-Zaïre. En kinyarwanda, l'expression « banyamulenge » se traduit littéralement par « résident de mulenge » [9].

Cependant, il est désormais indiscutable que les soi-disant « banyamulenge » n'ont jamais été identifiés parmi les tribus ou ethnies présentes sur le sol congolais durant l'ère coloniale [10].

Comme on le répète souvent, leur présence a été marquante pendant le génocide qui a secoué leur pays, le Rwanda. Cependant, cette imprudence était également soigneusement orchestrée par le gouvernement de l'ancien Zaïre, lorsque le président Mobutu a décidé de les renvoyer dans leur patrie. L'Occident a alors demandé un délai, invoquant l'instabilité politique dans leur pays d'origine. [11].

Selon divers documents et ententes politiques actuels, les banyamulenges représentent actuellement un enjeu délicat pour la République Démocratique du Congo. Pour prévenir à la future génération le fléau de la guerre et des déplacés, le gouvernement congolais doit trouver une réponse robuste [12].

Une conversation pourrait éventuellement trouver sa place dans notre discussion en affirmant que les facteurs de l'insécurité persistante qui afflige notre pays depuis la fin de la guerre froide ne devraient pas être recherchés uniquement dans le contexte du déclenchement de ce conflit, mais également dans la situation spécifique de la République Démocratique du Congo [13].

Les traits de sa colonisation et de sa conquête d'indépendance, couplés à l'émergence d'une structuration politique institutionnelle et d'une légitimité, ont mené à l'établissement d'un régime autoritaire et d'un parti unique, quintessence du désordre démocratique. Ainsi, la recherche d'un système démocratique pluraliste par la Rd Congo depuis 1960 reste en cours [14].

Sa tactique a constamment engendré des certitudes illusoires, des illusions, des blocages politiques de toutes sortes et de compromissions qui, malgré les signes d'un changement politique, se manifestent par une crise politique et sociale généralisée. Les conflits pour le contrôle politique et économique concernant la démocratie demeurent au cœur des tensions entre les protagonistes et dirigeants congolais [15].

Même la tentative de transition démocratique lancée en avril 1990 pour introduire le multipartisme a échoué, entraînant une instabilité politique et institutionnelle chronique et endémique qui a plongé le pays dans une crise multiforme ayant causé sa vulnérabilité [16].

Ainsi, les origines des conflits au Congo peuvent être retracées jusqu'à la période d'accession du pays à l'indépendance, en raison de son manque de préparation et du déficit de consensus politique, non seulement entre l'ancienne colonie et ses colonisateurs, mais surtout entre les dirigeants politiques congolais. Ces derniers sont les principaux responsables du blocage démocratique et de la crise institutionnelle légitimée [17].

Le Kivu, tout comme le reste de la RDC, est un parfait exemple de la malédiction des ressources naturelles, marquée par la guerre, l'exploitation des richesses naturelles et la corruption entretenue par certains Congolais. L'industrie minière

du Kivu est un fournisseur clé de matières premières, mais la corruption s'est transformée en un instrument pour certains officiers supérieurs de l'armée qui manquent de patriotisme. Ils sont poussés par le désir de perpétrer des atrocités à l'est du pays pour leur propre préservation. Nombreux sont les généraux congolais qui ont accumulé une grande richesse grâce à des manigances qu'ils orchestrent. Ils ont récemment quitté la ville de Goma sans engager de combat avec leurs adversaires, laissant derrière eux toute une série d'armes militaires et autres [18].

Nos officiers militaires doivent comprendre que la Rd Congo est le seul pays hérité de nos ancêtres, et ils ont le devoir de le défendre jusqu'à l'ultime sacrifice, car c'est en accord avec leur mission. Le gouvernement congolais vient de modifier sa politique de rémunération dans le but d'éviter la corruption ou toute autre forme de trahison envers la nation [19].

- Les principaux acteurs internes des conflits au grand kivu

L'Alliance du Fleuve Congo (AFC), une coalition politico-militaire, projette de renverser le régime congolais face à la rébellion du M23. Cette dernière est constituée d'une armée congolaise mal équipée comprenant le Mouvement du 23 mars (M23). Ce groupe s'est affirmé comme la principale force de perturbation. Son leader, Sultani Makenga, dirigerait environ 8000 combattants. Le mouvement M23 est dirigé par des Tutsi qui ont recouru à la violence pour défendre les droits de cette ethnie minoritaire.

Cependant, cette minorité vit harmonieusement au Congo, et nous avons présentement l'un des leurs en tant que ministre des infrastructures, monsieur Alexis Gizaro Muvuni. Notre objectif est de démontrer à l'ensemble du monde que les Tutsis du Congo ne vivent pas comme le pensent les rebelles du M23 et leurs alliés. Leur accusation n'est qu'un faux-semblant, dénué de la vérité des faits [20].

On compte parmi les nombreux groupes armés actifs à l'est du Congo les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), un groupe qui, selon Kigali, devrait être démantelé. Le pays est devenu un terrain d'entraînement pour des rebelles étrangers, et par conséquent, notre gouvernement doit tout mettre en œuvre pour éradiquer ces problèmes honteux sur le sol de la RDC [21].

L'Armée Démocratique de Libération de l'Ouganda (ADP NOLU), également connue sous le nom de Forces Démocratiques Alliées, est l'un des groupes armés les plus anciens, fondé en 1995. Elle est active dans les zones montagneuses en conflit de la RDC et de l'Ouganda. Ce groupe armé congolo-ougandais démontre un réalisme exceptionnel qui découle de sa localisation géographique, de son intégration dans l'économie transfrontalière et de la corruption au sein des forces de sécurité.

Le LRA, fondé en 1980 en Ouganda par Joseph Kony, avait à ses débuts une origine messianique. Il s'est depuis transformé en groupe rebelle dont le but est de renverser Yoweri Museveni en faveur d'un système politique basé sur la Bible, qu'ils souhaitent instaurer dans leur patrie originelle, située en République Démocratique du Congo. Ils sont également présents au Soudan du Sud et dans la province du Haut-Uele en RD Congo, menant des opérations commando particulièrement brutales qui font de la population leur première victime, dispersée en petits groupes. Elle s'attaque aux civils en République Démocratique du Congo, ayant déplacé des milliers de citoyens démunis au sein du pays ou vers l'étranger en Ouganda, au Soudan du Sud, en Centrafrique et en RDC durant les deux dernières décennies, ce qui a engendré l'une des crises de déplacement les plus étendues et prolongées à l'échelle mondiale [22].

Le CNDP/NDP devient un parti politique, c'est une organisation de lutte armée fondée par Laurent Nkunda. Initialement, il était prévu que la communauté rwandophone, communément appelée « banyarwanda », était déterminée par les tutsi « banyamulenge », dirigés par Laurent Nkunda. Ce dernier n'a cessé de mettre en avant sa milice, soulignant la nécessité de défendre les tutsis du Congo.

Causes externes :

Selon les groupes d'intérêt congolais, la responsabilité de certains problèmes est attribuée à des puissances occidentales, variant selon les groupes culturels tels que les sphères anglo-saxonnes, latines et la communauté des nations. Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada, en particulier dans le contexte anglo-saxon, sont souvent visés. Ils portent la

responsabilité d'avoir encouragé et appuyé l'invasion du Congo par le Rwanda ainsi que toutes les actions militaires qui ont suivi. Par ailleurs, les mesures prises par des nations à l'égard des pays agressifs tels que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi donnent l'impression que l'intervention de ces nations entraînerait nécessairement un conflit d'intérêt [23].

Le mutisme des gouvernements des pays de ce groupe face aux multiples cas d'infraction aux droits et d'atteintes à l'intégrité écologique par les filiales de leurs entreprises, notamment en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, transforme le Rwanda et l'Ouganda en véritables technopoles pour le traitement des ressources pillées au Congo. C'est également le cas pour les infrastructures d'envergure régionale telles que les lignes de fibre optique [24].

Les mécanismes de l'Etat congolais

La République démocratique du Congo, une vaste nation située en plein cœur de l'Afrique et qui englobe la majeure partie du bassin du fleuve Congo, s'étend sur 2 345 410 km^2. C'est-à-dire l'équivalent de deux tiers de la superficie de l'Union Européenne ou quatre fois celle de la France [25].

Le pays, malgré la pauvreté de sa population, possède d'immenses gisements inexploités de minerais bruts, estimés à une valeur de 24 billions de dollars américains. Ces gisements sont riches en minéraux précieux [26].

La République démocratique du Congo, en raison de sa vaste superficie, de sa population importante et de ses précieuses ressources, doit s'équiper d'une force militaire proportionnelle à ces atouts. Nous avons récemment assisté aux procès des officiers ayant commis un acte impardonnable de couardise, abandonnant leurs positions stratégiques face à l'ennemi, entraînant un retrait ayant eu d'énormes conséquences pour les villes de Goma et Bukavu. D'après les informations, les généraux avaient décampé, laissant derrière eux une zone de désolation : du matériel militaire de diverses sortes et plus alarmant encore, des soldats blessés, laissés à leur triste sort. Ainsi, selon nous, une restructuration est nécessaire au sein des forces armées.

Il est urgent que le gouvernement congolais instaure la paix dans l'est, car cette région de la RDC devient une cible facile pour toutes les rébellions du pays. Il est impératif que le gouvernement mette en place des actions pour contrôler toutes les factions militantes à l'est du pays. De plus, un processus de reconversion au sein de l'armement devrait être initié, tout comme une réflexion visant à dénicher une solution pérenne.

Il est impératif que le gouvernement congolais ait évincé le FDLR et toutes les milices étrangères de son territoire, car nous sommes devenus un terreau pour la culture des plantes. Le FDLR, un groupe armé rwandais œuvrant au Congo sous le prétexte de libérer son pays. C'est une question sérieuse que l'État congolais doit réexaminer [27].

Nous parlons toujours des ADF, acronyme pour les Forces Démocratiques Alliées aux Armées Nationales de Libération de l'Ouganda (ADP /NALU). Ce sont des groupes paramilitaires présents en Ouganda et en RDC. Cette organisation congloméro-ougandaise fait preuve d'un réalisme exceptionnel dû à son positionnement géographique critique. Le mouvement d'origine ougandaise dirigé par Joseph Kony, le LRA, est toujours présent sur notre territoire. Ainsi, le gouvernement se doit d'adopter une posture résolue pour stabiliser l'est de la RDC [28].

La crise congolaise vient de la perte des valeurs traditionnelles, éthiques et anthropologiques. C'est ce qui justifie le manque d'honnêteté, de sens de dignité et d'honneur, de cohésion interne et externe entre le dire et le faire, le manque de justice et de dialogue sincère ainsi que la corruption qui se trouve au sommet des anti valeurs qui gangrènent ce pays Il est important que l'Etat congolais mette en œuvre une politique de la coopération avec ses pays voisins, qu'il s'attaque à l'interaction armée [29].

Conclusion

La présente recherche est arrivée à son terme, elle avait porté sur les Causes des conflits armés dans la partie Est de la République Démocratique du Congo.

Les différentes méthodes et techniques utilisées pour recueillir les données sur terrain au cours de cette recherche, nous ont permis de confirmer après analyse et interprétation que, les causes de conflits en répétition dans cette partie du pays sont internes et externes,

ce qui fait que, le pays pris en proie aux conflits cycliques et aux différentes crises qui l'ensanglantent, l'endeuillent depuis des décennies et minent la vie de sa population et son avenir.

Cette situation d'insécurité qui gangrène le pays dans sa partie Est, commence déjà à s'étendre sur le territoire national en affectant le centre du territoire nationale (avec le phénomène Kamwena Nsapu), ainsi que la partie Ouest (avec l'avènement de Mobondo).

Quant à ce, le gouvernement congolais doit mener une étude approfondie et développer les mécanismes efficaces de défense (une armée forte et dissuasive, un service de renseignement interne et externe) capable d'étouffer ou d'anéantir d'une part, toutes formes des rebellions, et d'autre part, neutraliser toute agression.

Référence

[1] Nzila Yaav G., (2023) : Les conflits sociopolitiques en République démocratique du Congo : une analyse dans la perspective de PAUL RICOEUR. Thèse de doctorat, Université Bourgogne Franche-Comté, France.

[2] Makulu, H. (2021) : Trafic miniers : la guerre en république démocratique du Congo, une fois commencée, elle s'autofinance. Rainforest. Consulté le 04 Janvier 2025. https://pulitzercenter.org/fr/stories/trafics-miniers-la-guerre-en-rdc-une-fois-commencee-elle-sautofinance.

[3] Pourtier, L. (2009) : La guerre au Kivu : acteur et enjeux. Echo-géo, 657. Consulté le 4 janvier 2024. https://doi.org/10.4000/echogeo.10793 https://journals.openedition.org/echogeo/10793

[4] Stephen, J. (2001). « Nos richesses sont pillées !», économie de guerre et rumeurs de crime de kivu. Politique africaine. (84/135) In https://shs.cain.info , consulté le 17 janvier 2025.

[5] Pinto & Grawitz. (1964) : Méthode en sciences sociales. Bruxelles, Dalloz.

[6] Dukema, M. (2011) : Ressources naturelles stratégiques, fossiles et minière. Paris, Ellipse

[7] Tghana, M. (2025) : Crise de l'est : une guerre économique et géopolitique déguisée en conflit sécuritaire. Econews l'info qu'il faut échos top Congo In https://topcongolivre, consulté le 01 Décembre 2024.

[8] Bradol, J.H. & Lepape, M. (2016): Génocide et crimes de masse : l'expérience rwandaise de msf. Paris, Crash. Consulté le11 Décembre 2024. https://msf-crash.org/fr/blog/guerre-et-humanitaire/genocide-et-crimes-de-masse-lexperience-rwandaise-de-msf-1982-97.

[9] Balaamo, J. (2016) : Les peuples constitutifs ou communauté autochtones, historique en République démocratique du Congo : une identité politique et constitutionnelle [Mémoire de licence, université officielle de bukavu]. https://repository.globethics.net.

[10] Bemba J.P. : communication personnelle du 11 mars 2025).

[11] Kabamba, N. (1997) : Pouvoir et idéologie au zaïre. Paris, Harmattan.

[12] Baeck, M. (2010) : Congo-belge : verra-t-on jamais rejaillir le feu de l'ancien volcan. Bruxelles, Grip.

[13] Ajami, S. (1970) : Le système constitutionnel de la Rd Congo. revue internationale de droit comparé, 22(2), 325-340. https://www.persee.fr/doc/ridc_0035-3337_1970_num_22_2_15704

[14] Engleber, P. (2013): « La République démocratique du Congo : terrain de dispute ». Revue politique africaine, 129. Consulté le 01 Octobre 2024. https://polaf.hypotheses.org/n129-republique-democratique-du-congo-terrains-disputes.

[15]. Tshimanga, B. (1995) : La démocratie et ses blocages. Paris, Kanthala.

[16] Arquillière, M., Richard, D., & Peignier, C. (2015) : L'instabilité en RDC entre conflit ouvert, corruption et ingérence économique. Consulté le 25 mars 2025. https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1036_fr.html

[17] Agenzia, F. (2025) : Afrique/Rd Congo « la fuite des hauts responsables militaires a-t-elle favorisé la conquête de Goma ? ». Consulté le 14 Mars 2025. https://www.fides.org

[18] Mputu, P. (2025) : Fash-info, direction générale des impôts. Radio ouragan. Consulté le 20 Février 2025. https://ouragan.cd

[19] Wedaeli, C. (2025) : Comment les rebelles de la Rd Congo cherchent à exploiter la discrimination à l'encontre de la minorité tutsie. Bbc news Afrique In https://www.com, consulté le 25 mars 2025.

[20] Organisation des nations unis, (2012) : Rapport sur la sécurité en RDC. Consulté le 22 Février 2025, In https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1533/materials/summaries/entity/forces-democratiques-de-liberation-du-rwanda-%28fdlr%29

[21] Pourtier, R. (2002) : Le Congo (RDC) entre guerre et pillage (the Congo RDC amid war and plunder). Bulletin de l'association des géographes français, France, (79/2) In https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2002_num_79_2_2274, consulté le 07 Novembre 2024.

[22] Stearns, J. (2023) : Un enfer passé sous silence : l'infâme guerre sans fin au Congo, le 1er mars 2023. Les crises In https://www.les-crises.fr/un-enfer-passe-sous-silence-l-infame-guerre-sans-fin-au-congo/. Consulté 19 janvier 2024

[23] Kenge, D. (2023) : Piste des solutions à la crise sécuritaire à l'est de la république démocratique du Congo, Consulté le 3 Mai 2024. https://doi.org/10.4000/etudescaribiennes.29430

[24] Ministère du plan, (2020) : Ressources naturelles et profil géographique. https://www.investindrc.cd/fr/Ressources-naturelles-et-profil-geographique, consulté le 09 Février 2025.

[25] Anapi. (2020) : « Ressources naturelles et profil géographique ». Investdrc 28088 followers. Consulté le 17 Janvier 2025. https://www.investrdc.cd.

[26] Lou, R. (2023, 21 janvier) : Quels sont les principaux groupes armés actifs dans l'Est de la Rd Congo ? In https://www.france24.com, Consulté le 04 Février 2025

[27] Marin, L. (2021) : RDC, la méthode militaire de Tshisekedi pour pacifier l'est du pays critiqué In https://information.tv5monde.com. Consulté le 25 Février 2025

[28]. Bwenge, K.A. (2009) : La problématique de la vocation africaine de la RDC comme puissance politique et économique : état des lieux et perspectives In https://mémoironline.com.

[29]. Cannon, J. (2025). « Les principaux facteurs alimentant le conflit dans l'est de la RDC ». Mongabay. 45-3714703. USA In https://fr.mongabay.com, consulté le 22 Décembre 2024.